



# **ETUDE D'UN PLAN COMMUNAL D'AMELIORATION DES PRATIQUES PHYTOSANITAIRES ET HORTICOLES**

**PROCEDURE ADAPTEE**  
**(article 27 du décret n° 2016-360 du 25 mars 2016)**

## **REGLEMENT DE CONSULTATION**

(article 38 du D.2016-360)

Date limite de remise des offres : **Lundi 19 juin 2017 à 17h00**

\* \* \*

# SOMMAIRE

1 - IDENTIFICATION DE L'ORGANISME QUI PASSE LE MARCHE.....	3
2 - OBJET DE LA CONSULTATION.....	3
3 - TYPE DE LA CONSULTATION.....	3
4 – CONDITIONS DE PARTICIPATION DES CONCURRENTS.....	3
5 – ORGANISATION GENERALE DE LA CONSULTATION.....	3
5.1 – Retrait du dossier de consultation des entreprises.....	3
5.2 – Contenu du dossier de consultation des entreprises .....	3
5.3 – Dossier à fournir par les concurrents .....	3
6 – CONDITIONS D'ENVOI DES OFFRES.....	4
7 – DATE LIMITE DE REMISE DES OFFRES.....	4
8 – DELAI DE VALIDITE DES OFFRES.....	4
9 – RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES .....	4
10 – JUGEMENT DES OFFRES.....	4
10.1 – Critères de jugement .....	4
10.2 – Procédure de jugement des offres .....	4
10.3 – Suite à donner à la consultation .....	5
11 – DATE D'ENVOI ET DE PUBLICITE DE L'A.A.P.C.....	5

## **ETUDE D'UN PLAN COMMUNAL D'AMELIORATION DES PRATIQUES PHYTOSANITAIRES ET HORTICOLES - Règlement de consultation -**

### **1 - Identification de l'organisme qui passe le marché :**

COMMUNE DE JONQUIERES SAINT VINCENT  
Hôtel de Ville – 30300  
Tél. : 04.66.74.50.12 - Fax : 04.66.74.50.13  
Mail : [mairie.jonquieres.stvincent@wanadoo.fr](mailto:mairie.jonquieres.stvincent@wanadoo.fr)

### **2 - Objet de la consultation**

La présente consultation, concerne :

**Etude d'un plan d'amélioration des pratiques phytosanitaires et horticoles des services techniques municipaux de la commune de Jonquières Saint Vincent.**

L'étude comporte notamment les missions suivantes :

- Descriptif des services concernés et diagnostic des pratiques phytosanitaires et horticoles actuelles
- Evaluation des risques sanitaires et environnementaux
- Définition des objectifs d'entretien de l'espace public
- Préconisations de nouvelles pratiques adaptées aux objectifs et compatibles avec les moyens communaux

### **3 - Type de la consultation**

Cette consultation est une procédure adaptée passée en application de l'article 27 du décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics.

### **4 - Conditions de participation des concurrents**

Les concurrents retenus pour cette consultation se présentent sous la forme d'un prestataire unique, à l'exclusion des groupements.

### **5 - Organisation générale de la consultation**

#### **5.1 – Retrait du Dossier de Consultation des Entreprises**

- En mairie de Jonquières Saint Vincent, auprès de la Direction Générale des Services
- Par mail à l'adresse : [dgs@jonquieres-st-vincent.com](mailto:dgs@jonquieres-st-vincent.com)
- Sur le site internet de la commune : [jonquieres-st-vincent.com](http://jonquieres-st-vincent.com)
- Sur le site internet du journal d'annonces légales LE MIDI-LIBRE
  - o Rubrique « annonces légales » ([www.midilibre-legales.com](http://www.midilibre-legales.com))

Le dossier de consultation des entreprises est remis à titre gracieux.

#### **5.2 – Contenu du Dossier de Consultation des Entreprises**

Le dossier de consultation des entreprises comporte :

- le présent règlement de consultation
- l'acte d'engagement
- le cahier des clauses administratives particulières (CCAP)
- le cahier des clauses techniques particulières (CCTP)
- une note de présentation des moyens techniques d'entretien des espaces verts communaux

#### **5.3 - Dossier à fournir par les concurrents**

Chaque candidat aura à produire un dossier complet, dans une enveloppe unique, comprenant les pièces suivantes, datées et signées par lui :

Documents relatifs à la candidature, les déclarations, certificats et attestations suivantes prévus aux articles 48 et suivants du décret n°2016-360 :

- Une lettre de candidature (DC1) et la déclaration du candidat (DC2)

- Les renseignements permettant d'évaluer les capacités professionnelles, techniques et financières du candidat
- Si le candidat est en redressement judiciaire, la copie du ou des jugements prononcés à cet effet
- Une déclaration sur l'honneur, dûment datée et signée par le candidat, pour justifier :
  - o qu'il a satisfait aux obligations fiscales et sociales
  - o qu'il n'a pas fait l'objet d'une interdiction de concourir
  - o qu'il n'a pas fait l'objet, au cours des cinq dernières années, d'une condamnation inscrite au bulletin n° 2 du casier judiciaire pour les infractions visées aux articles L 324-9, L 324-10, L341-6, L 125-1 et L 125-3 du code du travail.

Si la personne responsable du marché constate que les pièces visées ci-dessus sont manquantes ou incomplètes, elle peut décider de demander à tous les candidats concernés de produire ou compléter ces pièces dans un délai de 7 jours.

Document constitutifs de l'offre :

- l'acte d'engagement complété et visé
- un devis descriptif détaillé
- Le CCAP et le CCTP approuvés et visés, ou une attestation d'acceptation
- Un mémoire technique présentant le candidat, les moyens mis en œuvre pour la réalisation de l'étude, la méthode de travail et les conditions d'exécution de l'étude

## 6 - Conditions d'envoi des offres

L'offre devra être transmise sous pli cacheté portant les mentions :

Offre pour : **Etude d'un PAPPH - NE PAS OUVRIR**

## 7 - Date limite de remise des offres

Les offres sont reçues en MAIRIE DE JONQUIERES SAINT VINCENT jusqu'au :

Lundi 19 juin 2017 à 17h00.

Horaires d'ouverture de la mairie : du lundi au vendredi, de 8h30 à 12h00 et de 13h30 à 17h00.

## 8 - Délai de validité des offres : 90 jours

## 9 - Renseignements complémentaires

Pour obtenir tous renseignements complémentaires d'ordre administratif, les candidats peuvent s'adresser à :

Direction Générale des Services – Bruno ICARDI

Tél. : 04.66.74.50.12

Mail : [dgs@jonquieres-st-vincent.com](mailto:dgs@jonquieres-st-vincent.com)

Pour les renseignements d'ordre technique :

Syndicat des Nappes Vistrenque et Costières – Yann AUER

Tél. 07.86.41.64.79

Mail : [yann.auer@vistrenque.fr](mailto:yann.auer@vistrenque.fr)

## 10 - Jugement des offres

### 10.1 - Critères de jugement

La sélection des candidatures et le jugement des offres seront effectués dans le respect des principes fondamentaux du décret du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics.

Les critères retenus pour le jugement des offres seront, par ordre d'importance relative décroissante, les suivants :

**Valeur technique (0,50)**

**Prix des prestations (coef. de pondération 0,40)**

**Délais d'exécution, hors validation et suivi (0,10)**

### 10.2 Procédure de jugement des offres

- Phase 1 : analyse financière comparative des offres

L'évaluation financière des offres sera basée sur la note financière obtenue par l'entreprise suivant la formule ci-après (sur 10 points) :

(Offre du moins disant / Offre de l'entreprise) x 10

La note financière de l'entreprise fera l'objet d'une pondération de 40%

- Phase 2 : analyse technique des offres

Cette analyse s'appuie sur le mémoire technique remis par le candidat.

Le total des points affectés sera égal à 10 et réparti selon les critères suivants :

Critère	Points
Contenu ou plan prévisionnel détaillé de la prestation	/ 1,5
Méthode de travail	/ 1,5
Moyens matériels et humains affectés à la mission	/ 1,5
Détail du devis descriptif quantitatif	/ 1,5
Présentation des options (0,5 pt/option)	/ 2,5
Références pour des études similaires	/ 1,5
<b>TOTAL</b>	<b>/ 10</b>

La note technique de l'entreprise fera l'objet d'une pondération de 50%.

- Phase 3 : analyse du délai d'exécution

L'évaluation des offres au niveau du délai sera obtenue par la formule ci-après (sur 10 points) :  

$$(\text{Délais le plus faible} / \text{Délais du candidat}) \times 10$$

La note de délai de réalisation fera l'objet d'une pondération de 10%.

- La note finale sera évaluée par l'addition des évaluations des 3 phases de notation

#### 10.3 - Suite à donner à la consultation

La commission communale de la commande publique détermine le caractère fructueux ou sans suite de la consultation.

En cas de consultation fructueuse, la commission émet un avis sur le choix de l'entreprise attributaire et le maire, sur délégation du Conseil Municipal, est autorisé à conclure le marché.

La commission communale se réserve le droit d'engager une phase de négociation.

Si la consultation est déclarée sans suite, la personne responsable du marché doit procéder à une nouvelle consultation.

### **11 - Date d'envoi et de publicité de l'avis d'appel public à concurrence**

Vendredi 26 mai 2017

\* \* \*